

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

B

N°

4363 B

Réseau *Direction du Personnel*

(Service _____)

14 janvier 1939

OBJET DE LA CONSULTATION

Admission - Fonctions et l'adhésion.

Références :

Observations :

D^{er} N° 4363 B ; Aff. :

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS.

Région du Sud-Est

Paris, le 7 Janvier 1939

Direction

N° 2.205 PS

Ref: 89 A¹₃₉
Monsieur le Chef du Service du Contentieux.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître votre sentiment en m'indiquant si la notification de cette adhésion au Conseil des Prud'hommes entraîne la reconnaissance d'adhésion par l'organisation patronale.

Paris, le 13 JAN. 1939

Le Directeur du Service Central du Personnel,
~~Pour le Directeur du Service Central du Personnel~~Le Chef de la Division
de l'Administration du Personnel

C* 14 JAN 39

Monsieur le Directeur du Service Central
du Personnel.Organisations
syndicales.

Le 18 Décembre dernier, le Secrétaire du Syndicat professionnel français des Chemins de fer de la Région du Sud-Est, dont le siège est à Paris, 66, rue La Boétie, m'a rappelé une précédente demande tendant à obtenir tous les documents (ordres de service, ordres du jour, ordres généraux, etc...) au même titre que les autres organisations syndicales et à être tenu au courant des dates des élections générales ou partielles pour la désignation des délégués du personnel.

J'ai répondu que, conformément aux instructions en vigueur, les documents et les avis dont il s'agit n'étaient envoyés qu'aux organisations syndicales ayant adhéré à la Convention Collective.

Or, par lettre dont ci-joint copie, le même secrétaire précise que son syndicat a bien adhéré à la Convention Collective.

Je vous serais obligé de me faire connaître si le fait est exact, auquel cas nous aurions à donner satisfaction à la requête présentée.

P. Le Directeur de l'Exploitation
L'Ingénieur en Chef,

signé : MARTINET.

C.S.P.F.

C O P I E

Le 3 Janvier 1939.

Fédération Nationale
des Chemins de fer
français

Syndicat Professionnel
français
Région Sud-Est

N° 20 A

Monsieur le Directeur de la Région Sud-Est
de la S.N.C.F.

20, Boulevard Diderot, à Paris.

J'ai l'honneur de faire suite à votre lettre 2097 PS du 27 Décembre 1938 et de vous faire connaître que notre syndicat a adhéré à la convention collective du personnel du cadre permanent (livre 1 et 2), que cette adhésion a été notifiée en date du 20 Juin 1938 au greffe des Prud'hommes de la Seine, conformément à l'article 31 J du Code du Travail.

Je pense qu'il ne reste rien qui s'oppose à la distribution, à notre secrétaire général, des documents que je vous ai réclamés par ma lettre du 18 Décembre 1938.

Il serait, à mon avis, illogique qu'un syndicat qui a fait ses preuves de loyalisme le 30 Novembre dernier et qui veut collaborer dans l'ordre, soit moins bien considéré que celui qui cherche à semer le trouble dans notre profession.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma parfaite considération.

Signature.

18 janvier

9

A.G.^B

Monsieur le Directeur
du Service Central du Personnel.

(Division de l'Administration du Personnel J⁹ $\frac{A^1}{39}$)

Par note du 13 janvier vous avez bien voulu me demander si la notification au Conseil des Prud'hommes de l'adhésion d'un syndicat ouvrier à une convention collective entraîne la reconnaissance de l'adhésion par l'Organisation patronale.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'avant la loi du 24 juin 1936, l'art. 31 j du Livre I du Code du Travail exigeait pour que l'adhésion fut valable, le consentement des parties contractantes et sa notification au Secrétariat du Conseil des Prud'hommes.

Mais la loi du 24 juin 1936 a modifié cet article. Désormais, le consentement des parties n'est plus requis et pour être valable l'adhésion doit seulement être

notifiée et déposée au Secrétariat du Conseil des Prud'hommes.

A dater de cette notification et de ce dépôt, l'adhésion produit tous ses effets, notamment à l'égard de l'Organisation patronale.

Si donc, en l'espèce, le Syndicat professionnel français des Chemins de fer de la Région du SUD-EST a bien notifié et déposé son adhésion au Secrétariat du Conseil des Prud'hommes, la requête qu'il a présentée doit être accueillie.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurenge

A9 B

M. Bouzinae

GP

M. R.

Tout à fait

16/11

Le

Monsieur le Directeur

du service central de Tenormel.

(Division de C-Administration ou
personnel. } 79 $\frac{A'}{39}$)

Ten note du Dye 13 Janvier 1936
avec l'air voulu me demander si la notification
au Comité de Travail hommes de C-Administration
d'un Syndicat ^{ouvrier} à une Commission collégiale
suscite la reconnaissance de C-Administration
par C-Organisation professionnelle.

J'ai l'homme de vous faire connaître
que selon la loi du 24 Juin 1936, C-Ind 31 f
ou l'ind 1 ou l'ind 2 Travail ^{ouvrier} exigent
pour que C-Administration soit valable avec la
commissaire ou l'ind 1, l'ind 2, l'ind 3 et la
notification au comité de Travail hommes.

16/11

Mais la loi du 24 juin 1936 a modifié cet article. Désormais le consentement des parties n'est plus requis, et pour être valable l'adhésion doit ^{expressément} être notifiée au ~~comité~~ ^{comité} ou au Comité de Trud'homme.

A date de cette notification ^{de} l'adhésion produit tous les effets, notamment à l'égard de l'organisation ~~partielle~~ ^{partielle}.

^{Dal,} Si ^{par} l'après, le ~~Sans~~ Syndicat professionnel français de ~~chambers~~ de la ~~ou~~ la Région du Sud-Est a bien notifié ~~et~~ depuis son adhésion au ~~comité~~ ^{comité} ou au Comité de Trud'homme. La suite qui s'a ~~pu~~ ^{pu} être ~~acceptée~~ ^{acceptée}.